

Au Journal officiel du 1er au 7 septembre 2018

10/09/2018

Au Journal officiel du 1er au 7 septembre 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 1^{er} septembre 2018 :

- Décret n° 2018-766 du 31 août 2018 **précisant les dispositions de l'article R. 543-297 du Code de l'environnement** . – *Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au **financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs** . – *Modification du Code de l'action sociale et des familles*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er septembre 2018 (cf. art. 2, I)* ;
- Arrêté du 23 août 2018 relatif à la **procédure de recueil des signalements des alertes au ministère des armées** , pris en application du III de l'article 8 et du I de l'article 15 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Au JO du 2 septembre 2018 :

- Arrêté du 31 août 2018 relatif à la **détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs** . – *Abrogation de l'arrêté du 6 janvier 2012* ;

Au JO du 5 septembre 2018 :

- Décret n° 2018-770 du 3 septembre 2018 portant publication de **la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État des Emirats arabes unis, signée à Paris le 2 mai 2007 (ensemble un échange de lettres interprétatif, signées à Abou Dabi le 11 novembre 2012 et le 11 août 2014)** ;
- Arrêté du 28 août 2018 **modifiant l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les modalités d'application du décret n° 2016-1483 du 2 novembre 2016 relatif à l'autorisation de sortie du territoire d'un mineur non accompagné par un titulaire de l'autorité parentale** . – *Modification de l'arrêté du 13 décembre 2016* ;
- Arrêté du 31 août 2018 relatif à **l'entrée en vigueur du décret relatif à la communication électronique devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs** ;
- Arrêté du 6 août 2018 relatif au **nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social** . – *Abrogation de l'arrêté du 24 juillet 2013*.

Au JO du 6 septembre 2018 :

- LOI n° 2018-771 du 5 septembre 2018 **pour la liberté de choisir son avenir professionnel** . – *Modification du Code du travail, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'action sociale et des familles, du Code des transports, du Code de l'éducation, du Code général des impôts, du Code général des collectivités territoriales, du Code de la défense, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de la santé publique, du Code de la propriété intellectuelle, du Code de commerce, du Code rural et de la pêche maritime, du Code du sport, de plusieurs textes non codifiés*. – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières* ;

- Décret n° 2018-772 du 4 septembre 2018 **désignant les tribunaux de grande instance et cours d'appel compétents en matière de contentieux général et technique de la sécurité sociale et d'admission à l'aide sociale** . – *Modification du Code de l'organisation judiciaire.*

Au JO du 7 septembre 2018 :

- Décret n° 2018-774 du 5 septembre 2018 **modifiant l'article D. 312-1-1 du Code monétaire et financier** . – *Modification du Code monétaire et financier. – Ce texte entre en vigueur le 31 octobre 2018 (cf. art. 3) ;*
- Arrêté du 5 septembre 2018 portant **application des articles L. 312-1-1 et L. 314-13 du Code monétaire et financier fixant les modalités d'information de la clientèle et du public sur les conditions générales et tarifaires applicables aux opérations relatives à la gestion d'un compte de dépôt ou d'un compte de paiement tenu par un établissement de paiement** . – *Abrogation de l'arrêté du 29 juillet 2009. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur au particulières au 31 octobre 2018 et au 31 juillet 2019 (cf. art. 4) ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- CNIL, délibération n° 2018-283 du 21 juin 2018 **portant avis sur un projet d'arrêté relatif à la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel dénommé Système d'alerte et d'information des populations « SAIP » (demande d'avis n° 2166367)**. – *Voir Arrêté du 20 août 2018 (JO 29 août 2018).*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA